

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 182

15 février 2007

SOMMAIRE

Aldebaran Holding S.A.	8697	LRI Invest Bond Select EUR	8703
Amadeus Beteiligung AG	8702	LRI Invest Equity Select	8716
Astrea Holdings S.A.	8691	LRI Invest Money Select EUR	8704
Bairlinvest S.A.	8694	LRI Invest Opti Return EUR	8704
Barclays Euro Funds	8700	LRI Invest Total Return Dynamic	8716
Basinco Holdings S.A.H.	8692	LRI Sicav	8703
Blu 281 S.A.	8695	Medicisse S.A.	8699
Carmar Holding S.A.	8694	Mipa S.A.	8736
Chalimar S.A.	8701	Mondeltone S.A.	8695
Commerzbank Money Market Fund	8726	MultiManager 75	8703
Dailkan S.A.	8694	Nikko Money Market Fund	8715
Day Sports Management and Events S.A.	8700	OP Cash Euro Plus	8727
Deka-Commodities	8727	Orbit FCP	8728
Dekan S.A.	8691	Ortano Mare Development S.A.	8698
Deka-OptiRent 12/2007	8704	Paneta S.A.	8699
Deka-TrendGarant 4/2012	8726	Petrus International S.A.	8696
Deka-WorldGarant BestStart 4/2012	8727	Pythas S.A.	8692
Dexia Global	8700	Racine Investissement S.A.	8696
Dexia World Alternative	8702	Rentainer S.A.	8692
EMDI Congruent Solutions S.A.	8728	Société Civile Immobilière Bartimes - Mul- lerthal	8734
Europe Bijoux Finanz S.A.	8693	Souvenance Holding S.A.	8690
Fabilor Investment Holding S.A.	8695	Stuart Establishment S.A.	8701
Falbala S.A.	8698	Tempura S.A.	8696
F&C LDI Fund	8705	Termidor S.A.	8699
Gibraltar S.A.	8702	Tollamen S.A.	8697
IFM-Invest: 2 PrivateEquity	8726	Training Consulting and Search	8690
Intercity Development S.A.	8693	Transworld Export Corporation Europe S.A.	8736
Intereureka S.A.	8693	Unicapital Investments V (Management) S.A.	8717
Inverlux S.A.	8690	UniProfiAnlage (2011)	8704
KSK-DEKA-Fonds	8716	UniProfiAnlage (2015)	8715
LAB Services S.A.	8735	UniProfiAnlage (2019)	8705
Landmark Chemicals International S.A.	8697	UniProfiAnlage (2023)	8715
LIA - Letzeburger Immobilien Agence ...	8736	Wellington S.A.	8698
LRI Invest Alpha Dynamic EUR	8703		
LRI Invest Asset Select	8727		

Inverlux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.590.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 7 mars 2007 à 10.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005,
3. Affectation des résultats,
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour les exercices écoulés et pour la tardivité de la tenue des Assemblées Générales Statutaires,
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes,
6. Nominations statutaires,
7. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011930/21.

Souvenance Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 61.556.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 5 mars 2007 à 10.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2006,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire,
5. Décharge à donner au Commissaire aux Comptes,
6. Nominations statutaires,
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011931/29/19.

T.C.S. S.A., Training Consulting and Search, Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 56.326.

Vous êtes par la présente convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de la Société qui se tiendra le 5 mars 2007 à 15.00 heures à 19, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange.
L'ordre du jour de cette assemblée est le suivant:

1. Ratification du renouvellement du contrat de crédit signé par l'administrateur-délégué de la Société le 9 février 2006;
2. Harmonisation des durées des mandats des administrateurs actuellement en fonction, à savoir CPEL SOPARFI, Françoise Dofivat et UNIVERSAL SECURITY MANAGEMENT INC. pour que tous se terminent lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2010;
3. Nomination d'un des administrateurs de la Société (avec faculté de substitution) pour prendre et exécuter tous les actes et/ou décisions nécessaires ou utiles pour la mise en œuvre des résolutions prises lors de cette assemblée notamment pour accomplir toutes les formalités administratives nécessaires auprès du R.C.S de et à Luxembourg.

Si un actionnaire désire se faire représenter par un mandataire, une procuration écrite doit être établie conformément au modèle qui peut être obtenue au siège social de la Société.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011934/6407/19.

Dekan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 109.200.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 mars 2007 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. ratification de la cooptation d'un Administrateur;
- g. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011932/45/16.

Astrea Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 58.712.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 15 mars 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011933/755/16.

Rentainer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 74.597.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société. qui se tiendra vendredi, le 9 mars 2007 à 14.00 heures au siège social, 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2006 et affectation du résultat,
2. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes,
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011939/3560/13.

Basinco Holdings S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 18.684.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de la FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A., 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, le 6 mars 2007 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises,
2. Présentation et approbation des comptes au 31 décembre 2006,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises,
5. Nominations statutaires,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011935/503/17.

Pythas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 109.202.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 mars 2007 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011936/45/15.

Intereureka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 61.004.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires qui se tiendra le 5 mars 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011938/788/14.

Europe Bijoux Finanz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 48.202.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 6 mars 2007 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à l'article 100 sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011937/788/15.

Intercity Development S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 48.009.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 6 mars 2007 à 14.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
7. Divers.

Référence de publication: 2007011940/18.

Carmar Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 32.486.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 15 mars 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Décision et délibération conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011941/755/18.

Daïlkan S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 52.759.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 16 mars 2007 à 9.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être rerprésentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011942/755/16.

Bairlinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 94.272.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 15 mars 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,

- Quitus à donner aux Administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011943/755/17.

Blu 281 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 113.374.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mars 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011945/795/13.

Mondeltone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 117.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 mars 2007 à 17.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011947/795/13.

Fabilor Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 54.333.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mars 2007 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

Référence de publication: 2007011946/795/14.

Petrus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 55.363.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 mars 2007 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
6. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011948/795/16.

Racine Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 108.298.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mars 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011949/795/15.

Tempura S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 57.083.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mars 2007 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Référence de publication: 2007011950/795/15.

Tollamen S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 16.551.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mars 2007 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels rectifiés et affectation rectifiée des résultats aux 31 décembre 2005
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011951/795/14.

Aldebaran Holding S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 10.491.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 février 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires;
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009122/755/17.

Landmark Chemicals International S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 24.468.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra au 73, Côte d'Esch, L-1450 Luxembourg le 26 février 2007 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapport du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2002, 2003 et 2004.
- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009933/751/13.

Ortano Mare Development S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 60.154.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *vendredi 23 février 2007* à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009934/755/17.

Wellington S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.713.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 février 2007* à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
2. rapport du Commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009935/45/15.

Falbala S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 47.528.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *23 février 2007* à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2006.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010292/1023/14.

Paneta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.708.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 février 2007 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
2. rapport du Commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009936/45/15.

Termidor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.715.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 février 2007 à 16h30 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
2. rapport du Commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009937/45/15.

Medicisse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 116.063.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 février 2007 à 15h30 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
2. rapport du Commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009938/45/15.

Barclays Euro Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 66.581.

The Board of Directors of the above mentioned SICAV is pleased to invite the Shareholders of the SICAV to the
ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *February 22, 2007* at 10.30 a.m., at the Registered Office of the SICAV, with the following agenda:

Agenda:

1. Nomination of the President of the Meeting.
2. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor.
3. Approval of the financial statements as at October 31, 2006.
4. Allocation of results.
5. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on October 31, 2006.
6. Statutory elections.
7. Miscellaneous.

The resolutions on the agenda of the Annual General Meeting require no quorum and will be taken at a simple majority of the votes cast.

Shareholders have to inform the Board of Directors of the Company by mail of their intention to attend the Meeting at least two business days prior to the date of the Meeting.

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed, dated and signed proxy form no later than two business days prior to the date of the Meeting to Ms Christelle Vaudémont, CACEIS BANK LUXEMBOURG, at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.49.08). Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

The annual report as at October 31, 2006 can be obtained from the Registered Office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007010294/755/26.

Day Sports Management and Events S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 58.270.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le *26 février 2007* à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
2. rapport du commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. nominations statutaires;
7. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007009939/45/18.

Dexia Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.727.

Les actionnaires de DEXIA GLOBAL sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 février 2007 à 11.30 heures au siège social de la SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2006;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires au porteur désireux de participer à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant la date de l'Assemblée au siège de la SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010295/755/21.

Stuart Establishment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 73.872.

The shareholders are hereby convened to the

EXTRAORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *February 27, 2007* at 11.00 a.m. at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, with the following

Agenda:

1. Adoption by the company of the name SESA S.A. and subsequent amendment of article 1 of the articles of association which will have henceforth the following wording:
In English
«There is hereby established a société anonyme under the name of SESA S.A.».
In French
«Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SESA S.A.».
2. Sundry.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007009940/29/17.

Chalimar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.709.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 février 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
2. rapport du Commissaire;
3. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
4. affectation du résultat;
5. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. divers.

Référence de publication: 2007009941/45/15.

Amadeus Beteiligung AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 79.153.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la loi des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010291/1023/15.

Gibraltar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 50.594.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2007 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2006.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010293/1023/15.

Dexia World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 82.737.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de DEXIA WORLD ALTERNATIVE qui se tiendra au siège social de la société, 69, route d'Esch à Luxembourg, le 23 février 2007 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2006;
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises;
3. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2006; affectations des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2006;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée sont priés d'en avvertir le conseil d'administration par lettre adressée à DEXIA WORLD ALTERNATIVE, 69, Route d'Esch, L-2953 Luxembourg au plus tard 5 jours avant la date de l'assemblée avec mention du nombre d'actions représentées.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010296/755/22.

LRI Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 110.842.

—
Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der jährlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2007

Bestätigung folgender Verwaltungsratsmitglieder, deren Mandate mit Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008 enden:

- Michael Albanus, Vorsitzender des Verwaltungsrates;
- Bernd Schlichter, Verwaltungsratsmitglied;
- Markus Gierke, Verwaltungsratsmitglied;
- Udo Stadler, Verwaltungsratsmitglied.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. Réviseur d'Enreprises wurde als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008 bestellt.

Luxemburg, den 15. Januar 2007.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2007011899/2501/20.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2007, réf. LSO-CA06274. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070018362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2007.

LRI Invest Alpha Dynamic EUR, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011583/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09750. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

MultiManager 75, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds MultiManager 75, welcher von der cominvest ASSET MANAGEMENT S.A. verwaltet wird, wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

cominvest ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011584/267/10.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2007, réf. LSO-CA10479. - Reçu 58 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070018706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2007.

LRI Invest Bond Select EUR, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Memorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011585/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09753. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

LRI Invest Opti Return EUR, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011586/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09785. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

Deka-OptiRent 12/2007, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., RC Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen Deka-OptiRent 12/2007, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Fonds zum 23. Januar 2007 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde am 29. Januar 2007 beim Registre de Commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 23. Januar 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Die Verwaltungsgesellschaft / die Depotbank

Référence de publication: 2007011588/1208/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2007, réf. LSO-CA09973. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

LRI Invest Money Select EUR, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011587/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09760. - Reçu 60 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

UniProfiAnlage (2011), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement, jeweils in Kraft getreten am 8. Januar 2007, für den UniProfiAnlage (2011) wurden am 29. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 8. Januar 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007011589/685/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09628. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070014702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2007.

UniProfiAnlage (2019), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement, jeweils in Kraft getreten am 8. Januar 2007, für den UniProfiAnlage (2019) wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 8. Januar 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007011590/685/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09614. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070014706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2007.

F&C LDI Fund, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

1) The Fund

F&C LDI FUND (hereinafter referred to as the «Fund») organised under the Luxembourg law of 19 July 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law») as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated (contract type) coproprietorship of securities and other assets managed in the interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «Unitholders») by F&C MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund, which are held in custody by or to the order of BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A. (hereinafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of any other funds managed by the Management Company, if any. By the acquisition of Units of the Fund, any Unitholder fully accepts these management regulations which determine the relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

The Fund is an umbrella fund consisting of different segregated Sub-Funds (each a «Sub-Fund») to the created pursuant to Article 4).

The Management Company may decide to issue, within each Sub-Fund, two or more classes of Units (each, a «Class») whose assets will be commonly invested but when a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, hedging policy on other specific features is applied to each Class.

2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unitholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 6) hereafter, on behalf of the Unitholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and other assets and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The board of directors of the Management Company (the «Board of Directors») shall determine the investment policy of each Sub-Fund within the objectives set forth in Article 5).

The Board of Directors of the Management Company may appoint one or several investment managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's or the Sub-Fund's charge to the extent provided herein.

3) The custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A., a corporation organised under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed as Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon three months' written notice.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within two months of such termination, a new custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Unitholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for the transfer of all assets of the Fund to the new custodian. The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law.

All cash, securities and other assets constituting the assets of the Fund shall be held by or to the order of the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash, securities and other assets. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

The Custodian is entitled to a fee as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian.

4) The Sub-Funds

The Management Company may, from time to time create Sub-Funds, which have different investment policies.

As regards third parties, each Sub-Fund is exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Sub-Fund. The different portfolios will be separately invested in accordance with an investment policy fixed for each Sub-Fund.

Any Sub-Fund may be dissolved upon decision of the Management Company, as more fully described in Article 20) hereafter.

5) Investment Objectives and Policies

Investment Objectives

The exclusive objective of the Fund is the collective investment of its funds in assets of any kind in order to spread investment risks with the purpose of affording Unitholders the results of the management of its Sub-Funds.

The Fund aims to offer Institutional Investors, such as pension vehicles and insurance companies, the ability to match their specific liability profile and gain a wide exposure to the yield curve.

Investment Policies

To achieve the Investment Objective of the Fund, the Management Company will establish a series of Sub-Funds investing in a combination of asset backed securities, mortgage backed securities, short term government and corporate bonds and financial derivative instruments.

The specific investment policies applicable to any particular Sub-Fund shall be determined by the Management Company and disclosed in the prospectus of the Fund (the «Prospectus»).

Pooling

For the purpose of effective management, where the investment policies of the Sub-Funds so permit, the Management Company may choose to co-manage assets of certain Sub-Funds within the range. In such case, assets of different Sub-Funds will be managed in common. The assets co-managed shall be referred to as a «Pool», notwithstanding the fact that such Pools are used solely for internal management purposes. The Pools do not constitute separate entities and are not directly accessible to Unitholders. Each of the co-managed Sub-Funds shall be allocated its specific assets. Where the assets of more than one Sub-Fund are pooled, the assets attributable to each participating Sub-Fund will initially be determined by reference to its initial allocation of assets to such a Pool and will change in the event of additional allocations or withdrawals. The assets of each Sub-Fund are clearly identifiable and are ring-fenced such that in the event of a Sub-Fund being liquidated, the value of such assets can be determined.

Derivative Counterparty(ies)

The Management Company will enter, on behalf of the Sub-Funds, into derivative contracts giving an interest rate exposure or interest rate and inflation exposure with one or several counterparties which will either deal the trade with the Sub-Funds or act as central clearer and counterparty between the Fund and other counterparties.

Leverage Policy

Each Sub-Fund may have a leveraged exposure to interest rate risk or interest rate and inflation risk achieved by entering into financial derivative instruments, as further described in the Prospectus. The level of leverage («Target Leverage») for each Sub-Fund will, inter alia, depend on the time to maturity of the Sub Fund.

Rebalancing Method

Financial derivative instruments are actively managed to ensure that the Target Leverage is maintained. The portfolio of each Sub-Fund may be re-balanced to increase or decrease the leverage should certain trigger levels be reached, as further described in the Prospectus.

If the de-leveraging of a Sub-Fund is necessary, the Unitholders of such Sub-Fund may be notified of a requirement to subscribe for additional Units. The subscription price for the additional Units must have been received by the Custodian within such period as the Management Company may from time to time determine but not later than 10 Business Days following receipt of the notice by the Unitholders. Unitholders who have failed to pay in time the subscription monies for additional Units are deemed to authorise the Management Company to redeem, on a discretionary basis, the number of Units required to effect the de-leveraging.

If the re-leveraging of a Sub-Fund is necessary, the Management Company or its agent will sell assets from the Sub-Fund and redeem the necessary number of Units at the then prevailing Net Asset Value and refund the redemption proceeds to the Unitholders of such Sub-Fund. In such a case, each Unitholder of the relevant Sub-Fund shall be deemed to authorise the Management Company to redeem, on a discretionary basis, the number of Units required to effect the re-leveraging.

6) Investment restrictions

Unless otherwise provided for in the relevant Appendices to the Prospectus, the Management Company, or its appointed agents, shall comply with the restrictions set forth hereafter while managing the assets of the Sub-Funds.

The Management Company may for each Sub-Fund adopt different investment restrictions than those provided below, which shall be disclosed in the relevant Appendices to the Prospectus.

6.1. Investment in securities other than derivative financial instruments

6.1.1. The Management Company may not, on behalf of a Sub-Fund, invest more than 20% of the net assets of such Sub-Fund in securities issued by the same issuer.

6.1.2. The Management Company may not acquire, on behalf of any Sub-Fund, securities if, as a result of this acquisition, the Fund or any Sub-Fund would own more than 20% of the securities of the same kind issued by the same issuer.

6.1.3. The Management Company may not, on behalf of a Sub-Fund, invest more than 20% of the net assets of such Sub-Fund in securities which are not traded on an official stock exchange or other regulated market.

Restrictions 6.1.1. to 6.1.3. shall not apply to securities issued or guaranteed by member states of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope.

6.2. Investments in derivative financial instruments other than swaps

6.2.1. Derivative financial instruments must be dealt on an organised market or contracted by private agreement with reputable counterparties specialised in this type of transactions.

6.2.2. Margin deposits in relation to derivative financial instruments dealt on an organised market, premia paid for the acquisition of options outstanding as well as the commitments arising from derivative financial instruments contracted by private agreement may not exceed, in aggregate, 50% of the net assets of the relevant Sub-Fund. The commitment in relation to a transaction on a derivative financial instrument entered into by private agreement corresponds to the non-realised loss resulting, at that time, from the relevant transaction.

6.2.3. The Management Company, acting on behalf of the Fund, must maintain, for each Sub-Fund, a reserve of liquid assets in an amount at least equal to the margin deposits made by the Management Company on behalf of the Sub-Fund. Liquid assets do not only comprise time deposits and regularly negotiated money market instruments the remaining maturity of which is less than 12 months, but also treasury bills and bonds issued by OECD member countries or their local authorities or by supranational institutions and organisations with European, regional or worldwide scope as well as bonds listed on a stock exchange or dealt on a regulated market, which operates regularly and is open to the public, issued by first class issuers and being highly liquid.

6.2.4. The Management Company may not hold, on behalf of a Sub-Fund, an open position in a single contract relating to a derivative financial instrument dealt on an organised market or a single contract relating to a derivative financial instrument entered into by private agreement for which the margin required or the commitment taken, respectively, represents 5% or more of the net assets of the Sub-Fund.

6.2.5. Premiums paid to acquire options outstanding having identical characteristics may not exceed 5% of the net assets of each Sub-Fund.

6.2.6. The Management Company may not hold, on behalf of a Sub-Fund, an open position in derivative financial instruments relating to a single commodity or a single category of financial futures for which the margin required (in relation to derivative financial instruments negotiated on an organised market) together with the commitment (in relation to derivative financial instruments entered into by private agreement) represent 20% or more of the net assets of the Sub-Fund.

The above restrictions shall not apply to swaps entered into with the derivative counterparty(ies).

6.3. Nominal Swaps and Inflation Linked Swaps

The swaps and other assets will be monitored on a daily basis to ensure that the Target Leverage of each Sub-Fund is maintained. The commitment of each Sub-Fund to the derivative counterparty(ies) together with the Net Asset Value will be monitored on a daily basis and due to the Stop Loss mechanism in connection with the transactions entered into with the derivative counterparty(ies), the commitment of the Fund to the derivative counterparty(ies) will never exceed the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund. Payments to be made from the derivative counterparty(ies) to each Sub-Fund in relation to the transactions entered into with it will always be fully collateralised.

6.4. Borrowing

The Management Company may, on behalf of a Sub-Fund, borrow, on a temporary basis, up to 10% of the net assets of the Sub-Fund for the exclusive purpose of meeting short term liabilities, but not for investment purposes.

6.5. Techniques and instruments

6.5.1. Securities Lending Transactions

The Management Company may participate, on behalf of a Sub-Fund, in securities lending transactions only in the framework of a standardised lending system organised by a recognised securities clearing body or by a highly rated financial institution specialised in this type of transactions.

In relation to such lending transactions, the Management Company must in principle receive for the Sub-Fund concerned security of a value which at the time of the conclusion of the lending agreement must be at least equal to the value of the global valuation of the securities lent.

The Management Company may not enter into securities lending transactions on behalf of a Sub-Fund unless such lending is fully and continuously secured by the pledge of cash and/or securities issued or guaranteed by an OECD member state or by local authorities of an OECD member state or by supranational institutions or organisations with EU, regional or worldwide scope, or by a guarantee of a highly rated financial institution and blocked in favour of the Sub-Fund concerned until the termination of the lending contract.

Lending transactions may not be entered into in respect of more than 50% of the total valuation of the portfolio of each Sub-Fund. Such limitation shall not apply where the Management Company has the right at any time to terminate the lending contract and obtain restitution of the securities lent.

Lending transactions may not extend beyond a period of 30 days, except for lending transactions where the securities may be reclaimed at any time by the Management Company.

6.5.2. Repurchase Agreements

The Management Company may enter into repurchase agreements, on behalf of a Sub-Fund, for the purchase or sale of securities where the counterparty is a highly rated financial institution specialised in such transactions. Where the Management Company is the purchaser, the securities purchased shall be held by or on behalf of the Management Company, acting on behalf of the Fund, for the duration of the repurchase agreement. The Management Company will limit the total value of securities subject to repurchase agreements in order to ensure it can fulfil its redemption obligations at any time.

6.6. Miscellaneous

6.6.1. The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

6.6.2. The Management Company may invest in shares or units of other undertakings for collective investment if and to the extent provided for in the relevant Appendices to the Prospectus.

6.6.3. The Management Company may not purchase, on behalf of a Sub-Fund, real estate except that it may purchase and sell, on behalf of a Sub-Fund, securities that are secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6.6.4. The Management Company may not, on behalf of a Sub-Fund, enter into transactions involving commodities, commodity contracts or securities representing merchandise or rights to merchandise and for the purposes hereof commodities includes precious metals, except that it may purchase and sell, on behalf of a Sub-Fund, securities that are secured by commodities and securities of companies which invest or deal in commodities.

6.6.5. The Management Company will not engage, on behalf of a Sub-Fund, in short selling of investments.

6.6.6. The Management Company will receive collateral from the derivative counterparty(ies) in order to re-balance market exposure caused by movement in the price of the instruments underlying the transactions entered into with the derivative counterparty(ies). This collateral is held as security against the financial commitments of the derivative counterparty(ies).

6.7. Excess of ceilings

6.7.1. The Management Company needs not comply with the investment limit percentages above when exercising subscription rights attaching to securities, which form part of the assets of the Fund.

6.7.2. If any of the above percentages are exceeded otherwise than by the purchase of securities or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for the sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Unitholders.

6.7.3. While ensuring observance of the principle of risk spreading across issuers and asset classes, the Management Company may derogate from the diversification restrictions above for a period of six months after launch.

7) Issue of units

Units of a Sub-Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefor to the Custodian within such period as the Management Company may from time to time determine.

All Units of each Sub-Fund have equal rights and privileges. Each Unit of each Sub-Fund is, upon issue, entitled to participate equally with all other Units of such Sub-Fund in any distribution upon declaration of dividends in respect of such Sub-Fund and upon liquidation of such Sub-Fund.

Units shall be issued by the Management Company provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company may fix from time to time, for any Sub-Fund, minimum subscription amounts and minimum holding amounts, as disclosed in the Prospectus. The Management Company has the discretion, from time to time, to waive any applicable minimum subscription and holding amount. The Management Company may issue Units against contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the relevant Sub-Fund pursuant to its investment policy and

restrictions. Any such contribution in kind will be valued in a report drawn up by the Fund's auditor. Any costs incurred in connection with contribution in kind shall be borne by the relevant Unitholders.

8) Restrictions on ownership

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of Units, with the laws and regulations of the countries where Units are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of Units at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the Unitholders as a whole and the Fund.

Units of any Sub-Fund may not be transferred to any person or any entity without prior consent of the Management Company, which consent can only be withheld, in the circumstances described below or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to the Fund or its Unitholders.

The sale of Units of the Fund is restricted to pre-approved Institutional Investors and the Management Company will not issue Units to persons or companies who may not be considered pre-approved Institutional Investors. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in an unapproved non-Institutional Investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company will refuse the issue of Units or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an Institutional Investor.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

The Management Company may:

- (a) reject at its discretion and without obligation to justify such decision any application for purchase of Units;
- (b) redeem at any time the Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding Units.

More specifically:

None of the Units is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). Except as described below, none of the Units may be offered, sold, transferred or delivered, directly or indirectly, in the United States of America or any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction including the Commonwealth of Puerto Rico (the «United States»), or to any corporation, partnership or other entity created or organised in or under the laws of the United States or any political subdivision thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purposes of computing United States federal income tax («U.S. Person»).

The Fund is not registered under the United States Investment Company Act of 1940, as amended (the «Investment Company Act»). The Management Company will not knowingly permit the number of holders of Units in any Sub-Fund who are U.S. persons or are in the United States to exceed 100. Subject to the foregoing prohibitions, private sales of a portion of the Units to a limited number of sophisticated institutional investors in the United States or which are U.S. persons may from time to time be arranged under restrictions and other circumstances designed to preclude a distribution that would otherwise require registration of the Units under the 1933 Act or cause the Fund to become subject to the Investment Company Act or that would subject the Fund to U.S. taxation, including presentation by such investors, prior to the delivery to them of Units, of a letter containing specified representations and agreements satisfactory to the Management Company.

For the purpose of restricting or preventing the beneficial ownership of Fund's Units by any U.S. person, as defined above, except those U.S. Persons who purchase Units in a private placement, as provided above, the Management Company or its agent may:

- (a) decline to issue any Units and decline to register any transfer of a Unit, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such Units by a U.S. Person; and
- (b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Units on, the register of Unitholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Unitholder's Units rests in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Units by a U.S. Person; and
- (c) where it appears to the Management Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Units, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Unitholder all Units held by such Unitholder, in the following manner:

(i) the Management Company or its agent shall serve a notice (the «purchase notice») upon the Unitholder appearing in the register of Unitholders as the owner of the Units to be purchased, specifying the Units to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such notice may be served upon such Unitholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Unitholder at his address appearing in the books of the Fund. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Unitholder shall cease to be the owner of the Units specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such Units in the register of Unitholders;

(ii) the price at which each such Unit is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount equal to the per Unit Net Asset Value of Units in the relevant Sub-Fund as at the applicable Valuation Day (as defined hereafter) specified by the Management Company;

(iii) payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Units in GBP or, in the discretion of the Management Company, in any other freely convertible currency at the rate of exchange for GBP on the date of payment and will be deposited for payment to such owner with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice). Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Units or any of them, nor any claim against the Fund or its assets nor against the Management Company, the Custodian or any other person in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any funds receivable by a Unitholder under this paragraph, but not collected within a period of notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Sub-Fund. The Management Company shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion;

(iv) the exercise by the Management Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Units by any person or that the true ownership of any Units otherwise than appeared to the Management Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Management Company in good faith.

9) Issue price

The issue price per Unit of each Sub-Fund will be based on the Net Asset Value per Unit of each Sub-Fund determined on the applicable Valuation Day and calculated in accordance with Article 11) hereafter. If a sales charge or transaction charge on subscription is to be applied, this will be disclosed in the Prospectus.

Payment of the issue price shall be made to the Custodian within such period as the Management Company may from time to time determine but no later than two Business Days prior to the applicable Valuation Day.

10) Units

Any person or corporate body shall be eligible to participate in a Sub-Fund by subscribing for one or several Units, subject, however, to the provisions contained in Article 8) of these Management Regulations. Each Unit is indivisible with respect of the rights conferred to it. In their dealings with the Management Company or the Custodian, the co-owners or disputants of Units must be represented by the same person. The exercise of rights attached to the Units may be suspended until these conditions are met.

The Unitholders may not request the liquidation or the sharing-out of the Fund and shall have no rights with respect to the representation and management of the Fund and their failure or insolvency shall have no effect on the existence of the Fund.

No general meetings of Unitholders shall be held and no voting rights shall be attached to the Units.

The Management Company shall issue Units in registered, non-certificated form only. The inscription of the Unitholder's name in the register of Unitholders evidences his or her right of ownership of such Units.

Fractions of registered Units will be issued up to four decimal places.

Title to Units is transferred by the inscription of the name of the transferee in the register of Unitholders upon delivery to the Management Company of a transfer document, duly completed and executed by the transferor and the transferee.

11) Determination of net asset value

The net asset value in respect of each Sub-Fund shall be expressed in the currency in which the Units of such Sub-Fund are denominated and shall be calculated as at each Valuation Day, as defined in the Prospectus, by dividing the net assets of each Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund as at such Valuation Day) by the total number of Units in the relevant Sub-Fund then outstanding. The consolidated figures of the Fund are denominated in GBP.

The net asset value shall be calculated as at every Valuation Day and shall be calculated using the last available prices.

The assets and liabilities of each Sub-Fund shall be determined for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of Units of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Sub-Fund;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the respective net asset values of the relevant Sub-Funds.

The assets of a Sub-Fund shall be deemed to include:

(a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, units, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, future contracts and other investments and securities owned or contracted for such Sub-Fund;

(d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by such Sub-Fund (provided that the Management Company or its agent may make, on behalf of such Sub-Fund, adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by such Sub-Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security and collateral interest;

(f) all forward currency contracts or other hedging instruments;

(g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses attributable to such Sub-Fund and any charge applicable to the subscription or redemption of Units and paid by the Unitholders.

The liabilities of a Sub-Fund shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses attributable to such Sub-Fund (including management company fees, investment management fees, custodian fees, cross border registration fees for distribution purposes (if applicable, fees for the Administrative Agent and withholding and other taxes);

(c) all known liabilities, whether billed or unbilled, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Management Company on behalf of such Sub-Fund where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto, collateral obligations and associated items;

(d) an appropriate provision for future taxes based on the total assets and income of such Sub-Fund on the Valuation Day and other reserves, as determined from time to time by the Administrative Agent with the approval of the Board of Directors of the Management Company;

(e) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and

(f) all other liabilities of such Sub-Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Units in such Sub-Fund. In determining the amount of such liabilities the Administrative Agent may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The Net Asset Value will include the Seasonality of Inflation.

If on any Valuation Day the net asset value per Unit of a Sub-Fund cannot be determined because of a temporary breakdown of communications, or a temporary unavailability of market quotations of a Sub-Fund's investments, the Management Company may decide to use, for the purpose of determination of the issue and redemption price, the net asset value as determined on the preceding Valuation Day.

The Management Company may decide to create within each Sub-Fund one or more Classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific fee structure, investment minimum, hedging policy or other distinctive feature may be applied to each Class. If appropriate, a separate net

assets attributable to each Class by the numbers of Units of such Class outstanding. If there have been created within the same Sub-Fund two or several Classes, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Management Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) securities, money market instruments and derivative instruments listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such exchange or market. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are listed or traded on several stock exchanges or markets, the last available price on the stock exchange or any other regulated market which constitutes the main market for such securities, money market instruments and derivative instruments will be used;

(c) securities, money market instruments and derivative instruments (other than swaps contracts) not listed on any stock exchange or traded on any regulated market, or securities, money market instruments and derivative instruments for which the price determined under (b) above is not representative of their fair value, will be valued at their last available market price; if there is no such market price, or if such market price is not representative of the securities, money market instruments and derivative instruments' fair market value, they will be valued prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices;

(d) Swap contracts will be valued, on Valuation Days where no subscription and redemption occur, by discounting cash flows using the applicable mid market swap curve sourced from independent external data suppliers at their last available market price; if there is no such market price, or if such market price is not representative of the swap contracts' fair market value, they will be valued prudently and in good faith;

(e) Swap contracts will be valued, on Valuation Days where subscriptions and/or redemptions occur, by discounting cash flows using the applicable mid market swap curve sourced from the swap trades transacted that day to effect those subscriptions and/or redemptions and to an agreed valuation methodology between the Investment Manager and the Administrative Agent.

(f) shares or units in any undertaking for collective investment shall be valued at their last available net asset value; and

(g) values expressed in a currency other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be translated to such currency at the average of the last available buying and selling price for such currency; and

(h) Assets and liabilities are stated using the nominal values, unless otherwise stated.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

12) Suspension of determination of net asset value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value of any Sub-Fund and in consequence the issue, redemption and conversion (if applicable) of Units of any Sub-Fund in any of the following events:

- when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of such Sub-Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, purchase and/or disposal of the assets of the Sub-Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unitholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication or of the computers, information technology, hardware and/or software used for the valuation of any investment of the Sub-Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Sub-Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Sub-Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange; or

- when, for any other reason, the prices of any investments attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

If appropriate, concerned Investors and Unitholders will be notified about such suspension.

A suspension with respect to any particular Sub-Fund will have no effect on the calculation of net asset value, the issue, conversion (if applicable) and redemption of the Units of any other Sub-Funds if such other Sub-Funds are not affected by such events.

Any application for subscription, redemption or conversion, if applicable, of Units is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund, in which case Unitholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Management Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

13) Redemption

Unless otherwise provided in the relevant Appendices to the Prospectus, Unitholders may at any time request the redemption of their Units.

Redemption will be made at such net asset value per Unit of the relevant Sub-Fund determined on the applicable Valuation Day and determined in accordance with the terms of Article 11) above, less any applicable redemption charges, as indicated in the Prospectus.

Payment of the redemption price as aforesaid shall normally be made within 3 Business Days following the relevant Valuation Day (the «repayment date»). Payment for such Units will be made in the Reference Currency or in any freely convertible currency specified by the Unitholder. In the last case, any conversion cost shall be borne by the Unitholder.

If, as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of all the Units held by any Unitholder in any Sub-Fund would fall below the minimum amount referred to in Article 7) hereof, the Management Company may treat such request as a request to redeem the entire unitholding of such Unitholder in the relevant Sub-Fund.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the redemption price to the country where reimbursement was applied for.

If any request for redemption is received in respect of any relevant Valuation Day which either simply or when aggregated with other requests so received, is in excess of the available liquidities of the relevant Sub-Fund, the Management Company may decide that redemptions shall be postponed on a pro rata basis until the next applicable Valuation Day or, if necessary, subsequent Valuation Days following such period until completion of full settlement of the original requests. No interests shall be paid on delayed redemption payments.

A redemption may not take place after a resolution to dissolve the Fund or the relevant Sub-Fund has occurred. Similarly, a redemption may not take place during a suspension of determination of the net asset value of Units, but will take place on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Redemption for rebalancing purposes

If the de-leveraging of a Sub-Fund is necessary, and any Unitholder has failed to pay in time the subscription monies for additional Units, the Management Company may redeem, on a discretionary basis, the number of Units required to effect the de-leveraging.

If the re-leveraging of a Sub-Fund is necessary, the Management Company may redeem, on a discretionary basis, the number of Units required to re-leverage the Sub-Fund and pay the redemption proceeds to the relevant Unitholders.

14) Conversions

Unless otherwise provided for in the Prospectus, Unitholders are not entitled to convert the Units they hold in one Sub-Fund into Units of another Sub-Fund.

15) Charges of the fund

The Management Company is entitled to receive, per Sub-Fund, a management fee of up to 0.2 per cent per annum of the average value of the net asset value of the Sub-Fund calculated on each Valuation Day payable monthly in arrears out of the assets of the relevant Sub-Fund. The fees effectively charged will be disclosed in the financial reports.

The investment advisers and managers for a specific Sub-Fund are entitled to receive out of the assets of the relevant Sub-Fund fees payable at the end of each month at an annual rate specified in the Prospectus of the average daily net asset value of the Sub-Fund during the relevant period. The fees effectively charged will be disclosed in the financial reports.

The derivative counterparty(ies) is entitled to receive, out of the assets of each Sub-Fund, an intermediation fee at a rate, as specified in the Prospectus, of the monetary value of the interest rate or interest rate and inflation exposure of the derivative instrument entered into with the derivative counterparty(ies) as a remuneration of its acting as central clearer and counterparty between the Fund and other counterparties.

The Custodian is entitled to receive out of the assets of each Sub-Fund a custodian fee in accordance with usual practice in Luxembourg. Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian, and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of a Sub-Fund is entrusted, shall be borne by the Sub-Fund to which they relate.

The Fund and the Sub-Funds, as appropriate, will bear the following charges:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Sub-Funds;
- usual banking fees due on transactions involving securities and other assets held in the portfolio of the Sub-Funds (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the fees and expenses of the Administrative Agent;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unitholders;
- the cost of preparing and/or filing these Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements, prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders (including the beneficial holders of the Units), and distributing financial reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the daily net asset value; the cost of preparing and distributing public notices to the Unitholders; lawyers' and auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the Units on the stock exchanges on which they are listed (if listed); and all similar administrative charges, except, unless otherwise decided by the Management Company, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Units.

Each Sub-Fund shall pay for the costs and expenses directly attributable to it. Costs and expenses that cannot be attributable to a given Sub-Fund shall be allocated all Sub-Fund on an equitable basis, in proportion of their respective net assets.

As regards third parties, each Sub-Fund is exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The costs and expenses incurred in connection with the formation of the Fund and the initial issue of Units by the Fund, including those incurred in the preparation and publication of the Prospectus and Management Regulations, all legal and printing costs, certain launch expenses (including advertising costs) and preliminary expenses will be written off over a period not exceeding five years from the formation of the Fund and in such amounts in each year and in each Sub-Fund as determined by the Board of Directors on an equitable basis. These expenses are, in principle, borne by the Sub-Funds created at the launch of the Fund. Where further Sub-Funds are created following the launch of the Fund, these Sub-Funds will bear, in principle, their own formation expenses. The Board of Directors may however decide for newly created Sub-Funds to participate in the payment of the initial formation expenses of the Fund in circumstances where this would appear to be more fair to the Sub-Funds concerned and their respective Unitholders. Any such decision of the Board of Directors will be reflected in the relevant Appendices to the Prospectus which will be published upon the launch of the newly created Sub-Funds.

16) Accounting year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on 31st December and for the first time on 31st December 2007.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by the Law.

The combined accounts of the Fund shall be kept in GBP. The financial statements relating to the separate Sub-Funds shall also be expressed in the reference currency for the Sub-Funds.

The accounts of the Management Company and of the Fund will be audited annually by the auditor appointed by the Management Company.

17) Dividends

The dividend policy for each Sub-Fund is described in the Prospectus.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Fund would become less than the minimum prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund.

18) Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the date of execution of the amendment to the Management Regulations by the Management Company and the Custodian.

19) Publications

The Net Asset Value, the issue price and the repurchase price per Unit of each Sub-Fund will be available in Luxembourg at the registered offices of the Management Company and the Custodian.

The financial statements of the Fund are made available to the Unitholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations, will be published in the Mémorial.

The amendments and any notices to Unitholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the Units of the Fund are offered and sold.

20) Duration of the Fund and the Sub-Funds, Liquidation, Merger of Sub-Funds

The Fund is established for an unlimited period. The Sub-Funds may be established for a fixed or unlimited period. If a Sub-Fund is established for a fixed period, this period will be disclosed in the relevant Appendices to the Prospectus.

The Fund may be dissolved at any time by a resolution of the Management Company. The Fund will further be dissolved in any cases required under Luxembourg law. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial and in at least two newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper.

In the event of dissolution, the Management Company or, as the case may be, the liquidator it has appointed, will realise the assets of the Fund in the best interests of the Unitholders, and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) among the Unitholders in proportion to their rights. As provided by Luxembourg law, the proceeds of liquidation corresponding to Units not surrendered for repayment will be kept in safe custody with the Luxembourg «Caisse de Consignation» until the prescription period has elapsed. As soon as any circumstance leading to the state of liquidation of the Fund arises, issue of the Units is prohibited on penalty of nullity. The repurchase of Units remains possible provided the equal treatment of Unitholders can be ensured.

A Sub-Fund may be liquidated at any time by a resolution of the Management Company and Unitholders of such Sub-Fund will be allocated the net sales proceeds of the assets of the Sub-Fund.

In case of a liquidation of a Sub-Fund, the effective date of the liquidation will be notified to Unitholders in writing.

Until the effective date of the liquidation of a Sub-Fund, Unitholders may continue to redeem their Units at the applicable net asset value reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of such Sub-Fund.

Sub-Funds established for a fixed period will be closed to new investment and the liquidation process will commence on the final Valuation Day of the fixed period. The final Valuation Day will be advised to Unitholders in the Sub-Fund with at least 30 calendar day's prior notice. Units remaining in the Sub-Fund on the final Valuation Day will be automatically redeemed as at the final Valuation Day, the redemption proceeds returned to the Unitholders and the Sub-Fund removed from the Prospectus.

The liquidation of the Fund or a Sub-Fund may not be requested by a Unitholder, or by his heir or beneficiary.

The Management Company may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Fund or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (such existing Sub-Fund, other undertaking for collective investment or sub-fund within such other undertaking for collective investment being the «new Fund») (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Unitholders) where the value of the net assets of any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation. Such decision will be announced by a notice published in the Mémorial and notified to the Unitholders in such manner as may be deemed appropriate by the Management Company (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Unitholders to request redemption of their Units, free of charge, during such period. After such period, Unitholders having not requested the redemption of their Units will be bound by the decision of the Management Company, provided that only the Unitholders having expressly consented thereto may be transferred to a foreign undertaking for collective investment.

21) Statute of Limitation

The claims of the Unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

22) Applicable law, jurisdiction and governing language

Disputes arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

23) Definitions

Capitalised terms used and not defined herein shall have the same meaning as in the Prospectus, unless the context otherwise requires.

Management Regulations as of 15 November 2006

Luxembourg, 15 November 2006.

F&C MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. / BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A.

Signature / Signature

Management Company / Custodian

Référence de publication: 2007011755/260/584.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2007, réf. LSO-CA02451. - Reçu 66 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070008467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2007.

UniProfiAnlage (2023), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement, jeweils in Kraft getreten am 8. Januar 2007, für den UniProfiAnlage (2023) wurden am 29. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. Januar 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007011591/685/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09605. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070014713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2007.

UniProfiAnlage (2015), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement, jeweils in Kraft getreten am 8. Januar 2007, für den UniProfiAnlage (2015) wurden am 29. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. Januar 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011592/685/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09611. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070014708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2007.

Nikko Money Market Fund, Fonds Commun de Placement.

Une modification au règlement de gestion concernant le Fonds NIKKO MONEY MARKET FUND a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Février 2007.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signature.

Référence de publication: 2007011593/64/11.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2007, réf. LSO-CB00580. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070019439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

LRI Invest Equity Select, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011747/1023/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09745. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070015591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

KSK-DEKA-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., RC Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft den Organismus für gemeinsame Anlagen KSK-DEKA-Fonds, der den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Anteile nicht öffentlich vertrieben werden, in Verbindung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1998 über Organismen für gemeinsame Anlagen als «fonds commun de placement» unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., am 23. Januar 2007 gegründet.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Luxemburg, den 23. Januar 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2007011719/1208/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2007, réf. LSO-CA09985. - Reçu 44 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070015279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

LRI Invest Total Return Dynamic, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI
IN-
VEST
S.A.
Un-
ters-
chrift

Référence de publication: 2007011746/2501/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09744. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070015574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

Unicapital Investments V (Management) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 124.018.

 —
 STATUTES

In the year two thousand seven, on the twenty-ninth day of January.
Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) UNIGESTION HOLDING, a company incorporated and existing under the laws of Switzerland, established and having its registered office at 8C, avenue de Champel, 1206 Geneva, Switzerland,
here represented by:

Maître Josiane Schroeder, avocat, residing professionally at 35, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pursuant to a proxy given in Geneva (Switzerland), on 8 January 2007.

2) UNIGESTION, a company incorporated and existing under the laws of Switzerland, established and having its registered office at 8C, avenue de Champel, 1206 Geneva, Switzerland,
here represented by:

Maître Josiane Schroeder, avocat, residing professionally at 35, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pursuant to a proxy given in Geneva (Switzerland), on 8 January 2007.

Said proxies, after being signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme which they form between themselves:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of UNICAPITAL INVESTMENTS V (MANAGEMENT) S.A. (the «Corporation»).

Art. 2. The Corporation is established for an undetermined period.

The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-two hereof.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of UNICAPITAL INVESTMENTS V (the «Fund») on behalf of its Unitholders and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the Fund.

The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. It may on behalf of the Fund, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfers in its name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the holders of units of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the Luxembourg law of 20th December 2002 governing collective investment undertakings.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at two hundred and two thousand Swiss Francs (CHF 202,000.-) consisting of two hundred and two (202) shares in registered form with a par value of one thousand (CHF 1,000.-) per share.

The Corporation may issue registered certificates representing shares of the Corporation.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, the transfers of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer registered in the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers

of attorney to act thereof. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

If at any time any shareholder desires to sell or transfer any of his shares, he shall first offer the said shares to the other shareholders at the net asset value at the date of application as certified by an independent accountant appointed by the Corporation and in proportion to the ratio of their shareholding. If, upon this first offer, any shareholder rejects the offer, or fails to accept it in full within one month, his rights shall pass to the accepting shareholders in proportion to the ratio of the shareholding achieved by the acceptance of the first offer. The shares not accepted within two months may be sold to a third person within further three months provided, however, that the party thus offering the shares to a third party shall first notify the other shareholders of the identity of the prospective purchaser and that, within fifteen days of such notification, the shareholders may exercise their right of purchasing the shares at the net asset value as specified above, and provided further that the party thus offering the shares must obtain the approval by the Board of Directors of the sale to such third party. The shareholders may consult to agree upon a manner of transfer other than that provided above.

No transfer mortis causa is valid towards the Corporation without prior approval of the beneficiary by the Board of Directors. Whenever such authorization or approval is withheld, the Board of Directors shall purchase the shares for the Corporation or appoint another shareholder or other shareholders who shall purchase them at their net asset value as aforesaid.

Art. 6. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of April at 10 a.m. and for the first time in 2008. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the board of directors or the statutory auditor, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders, and publicized in accordance with the requirements of law.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least 3 members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

The first directors shall be elected by the general meeting of shareholders immediately following the formation of the Corporation, and shall remain in office until the annual general meeting of shareholders in 2008 and until their successors are elected.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Art. 12. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping

the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager and any assistant general managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

One or more directors may participate in a meeting by means of a conference call or via any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to physical presence at the meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The board of directors shall have power to determine the corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director, associate or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Unigestion Group or any direct or indirect subsidiary or any affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The general manager of the Corporation shall be the chief operating officer and chief executive officer of the Corporation and shall have full authority to act on behalf of the Corporation in all matters concerned with the daily management and affairs of the Corporation and with carrying out all acts in furtherance of the corporate policy and purpose.

Art. 17. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors of the Corporation, or by the individual signature of any person to whom such signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 18. The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an independent auditor. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected. The independent auditor shall remain in office until re-elected or until his successor is elected.

The first independent auditor shall be elected by the general meeting of shareholders immediately following the formation of the Corporation, and shall remain in office until the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected.

Art. 19. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the 31st December, 2007.

Art. 20. From the annual net profits of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article six hereof.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time, as it in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends declared may be paid in [Swiss Francs] or any other currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend of the Fund into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide to declare interim dividends subject to the conditions set forth in the law.

Art. 21. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 23. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the Luxembourg law of 20th December 2002 governing collective investment undertakings.

Subscription - Payment

The two hundred and two (202) shares have been subscribed as follows:

UNIGESTION HOLDING prenamed	201 shares	201,000.- CHF
UNIGESTION prenamed	1 share	1,000.- CHF
Total:	202 shares	202,000.- CHF

The shares have all been paid up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately three thousand two hundred euro.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article twenty-six of the law of August tenth nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following decisions:

The meeting elected as Directors:

- Mr Andrew Marchant, born on 31 May 1955 in Bedhampton (UK), Director of UNIGESTION (UK) LIMITED, residing professionally at 105 Piccadilly, London W1J 7NJ, UK;
 - Mr Bernard Sabrier, born on 12 February 1953 in Casablanca (Morocco), Chairman of UNIGESTION HOLDING, residing professionally at 105 Piccadilly, London W1J 7NJ, UK;
 - Mr Christopher Sharples, born on 24 May 1947 in London (UK), Deputy Chairman, UNIGESTION (UK) LIMITED, residing professionally at 105 Piccadilly, London W1J 7NJ, UK;
 - Mr Gérard Pfauwadel, born on 22 June 1950 in Montbéliard (France), Président Directeur Général of UNIGESTION ASSET MANAGEMENT (FRANCE) S.A., residing professionally at 12 avenue Matignon, 75008 Paris, France;
 - Mr Ian Baillie, born on 21 September 1955 in London (UK) Managing Director, NORTHERN TRUST GLOBAL SERVICES, Luxembourg Branch residing professionally at 16 rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr Hanspeter Bader, born on 8 May 1964 in Buelach (Switzerland), Managing Director of UNIGESTION, residing professionally at 8c Avenue de Champel, 1206 Geneva, Switzerland.
- M. Andrew Marchant is elected as Chairman of the Board of Directors.

Second resolution

The meeting elected as independent auditor:

ERNST & YOUNG S.A., a société anonyme established and having its registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach (R.C.S. Luxembourg, section B number 47.771).

Third resolution

The registered office of the corporation is fixed at Rose des Vents, 4th Floor, 16, rue Erasme, L-1648 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing proxy holder the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-neuvième jour du mois de janvier.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) UNIGESTION HOLDING, une société constituée et existant sous les lois suisses, établie et ayant son siège social au 8C, avenue de Champel 1206 Genève, Suisse,

ici représentée par:

Maître Josiane Schroeder, avocat, demeurant professionnellement au 35, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée à Genève (Suisse), le 8 janvier 2007.

2) UNIGESTION, une société constituée et existant sous les lois suisses, établie et ayant son siège social au 8C, avenue de Champel 1206 Genève, Suisse,

ici représentée par:

Maître Josiane Schroeder, avocat, demeurant professionnellement au 35, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée à Genève (Suisse), le 8 janvier 2007.

Les procurations pré-mentionnées, signées ne varietur par la mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées à cet acte pour être soumises à la formalité de l'enregistrement.

Les parties comparantes, ès-qualités en vertu desquelles elles agissent, ont demandé au notaire d'arrêter les statuts d'une société qu'elles forment entre elles:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination UNICAPITAL INVESTMENTS V (MANAGEMENT) S.A.

Art. 2. La Société est établie pour une période indéterminée. Elle peut être dissoute à tout instant par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications de statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article vingt-deux ci-après.

Art. 3. L'objet de la Société est la constitution, l'administration et la gestion de UNICAPITAL INVESTMENTS V (le «Fonds») pour le compte de ses porteurs de parts, et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.

La Société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères; exercer pour compte du Fonds et des porteurs de parts du Fonds tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent deux mille francs suisses (202,000.- CHF), représenté par deux cent deux (202) actions nominatives d'une valeur nominale de mille francs suisses (1,000.- CHF) par action.

La Société pourra émettre des certificats nominatifs représentant les actions de la Société.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, la somme libérée pour chacune de ces actions, les transferts des actions et les dates de ces transferts.

Le transfert d'une action se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter en guise de preuve du transfert d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Lorsqu'un actionnaire désire vendre ou transférer tout ou partie de ses actions, il devra les offrir en premier lieu aux autres actionnaires à la valeur d'inventaire au jour de son offre, cette valeur étant à certifier par un expert-comptable à désigner par la Société et l'offre étant à faire en proportion des participants de ces autres actionnaires. Au cas où un ou plusieurs actionnaires n'acceptent pas cette première offre ou omettent de l'accepter dans le délai d'un mois, leurs droits passent aux actionnaires qui l'ont acceptée en proportion de leurs participations telles qu'elles résultent de leur acceptation de la première offre. Les actions qui n'auront pas été acceptées dans un délai de deux mois pourront être vendues à des tiers dans le délai subséquent de trois mois étant entendu toutefois que l'actionnaire offrant devra d'abord notifier aux autres actionnaires l'identité de l'éventuel acquéreur et que dans la quinzaine de cette notification, les actionnaires pourront exercer leur droit de préférence à la valeur d'inventaire selon les termes spécifiés ci-avant; étant en outre entendu que l'actionnaire offrant devra obtenir l'approbation par le Conseil d'Administration de la vente audit tiers acquéreur. Les actionnaires pourront se concerter et s'entendre sur des conditions de transfert autres que celles définies ci-dessus.

Aucun transfert à cause de mort n'est opposable à la Société sans que le bénéficiaire ait été approuvé par le Conseil d'Administration. Au cas où le Conseil d'Administration refuse l'approbation, il devra soit acquérir les actions pour le compte de la Société ou désigner un ou plusieurs actionnaires qui les acquerront à la valeur d'inventaire dans les conditions ci-avant.

Art. 6. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents statuts, telles qu'établies à l'article vingt-deux ci-après.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation le dernier vendredi du mois d'avril à 10 heures et pour la première fois en 2008. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Art. 10. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration ou le commissaire, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, publié conformément à la loi et envoyé par lettre recommandée, au moins huit jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

Art. 11. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période se terminant à la prochaine assemblée annuelle et lorsque leurs successeurs auront été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Les premiers administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la Société et resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2008 et jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission, de révocation ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président aura voix prépondérante.

Art. 12. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration désigneront à la majorité un autre administrateur, et pour les assemblées générales des actionnaires toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont un directeur général, un administrateur-délégué, éventuellement des directeurs généraux-adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bon les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme ou télex de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télécopieur ou télex un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés.

Un ou plusieurs administrateurs pourront participer à une réunion par voie de conférence téléphonique ou par une méthode de communication similaire permettant à plusieurs personnes participantes de communiquer entre elles simultanément. Une telle participation sera réputée équivalente à une présence physique de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou l'administrateur qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 14. Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Le conseil d'administration aura le pouvoir de déterminer la politique de la Société ainsi que le cours et la conduite de l'administration et des opérations de la Société. Les administrateurs ne pourront cependant pas engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à des directeurs ou fondés de pouvoir de la Société.

Art. 15. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires. Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec le groupe Unigestion ou leurs filiales directes ou indirectes ou sociétés affiliées, ou encore en rapport avec toute autre société ou entité juridique que le conseil d'administration pourra déterminer.

La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 16. Le directeur général de la Société sera le chef d'exploitation et d'exécution de la Société et aura pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et l'exécution d'opérations de la Société, ainsi que l'accomplissement de son objet et la poursuite de l'orientation générale.

Art. 17. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la société, ou par la signature de toute autre personne à qui des pouvoirs de signature auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 18. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un réviseur indépendant. Le réviseur indépendant élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le réviseur indépendant restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le premier réviseur indépendant sera élu par l'assemblée générale des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la Société et restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur.

Art. 19. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année à l'exception du premier exercice social qui commencera le jour de la constitution de la Société et qui se terminera le 31 décembre 2007.

Art. 20. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article 5 des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-avant.

L'assemblée générale des actionnaires décidera de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel et décidera seul de la répartition des dividendes quand il le jugera conforme à l'objet et aux buts de la Société.

Les dividendes annoncés pourront être payés en francs suisses ou en toute autre monnaie choisie par le conseil d'administration, et pourront être payés aux temps et lieux choisis par le conseil d'administration. Le conseil d'administration déterminera souverainement le taux de change applicable à l'échange des dividendes en la monnaie de paiement.

Le Conseil d'Administration peut déclarer des dividendes intérimaires aux conditions prévues par la loi.

Art. 21. En cas de dissolution de la Société il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 22. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 23. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Souscription - Libération

Les deux cent deux (202) actions ont été souscrites comme suit:

1) UNIGESTION HOLDING prénommée	201 actions	201.000,- CHF
2) UNIGESTION prénommée	1 action	1.000,- CHF
Total	202 actions	202.000,- CHF

Les actions ont toutes été libérées à cent pour cent (100%) par paiement en espèces, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent à approximativement trois mille deux cents euros.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée Générale des actionnaires

Les parties sus-indiquées représentant le capital souscrit en entier et se considérant comme régulièrement convoquées, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire. Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:

- M. Andrew Marchant, né le 31 mai 1955 à Bedhampton (Royaume-Uni), Director of UNIGESTION (UK) LIMITED, résidant professionnellement à 105 Piccadilly, Londres W1J 7NJ, Royaume-Uni;
- M. Bernard Sabrier, né le 12 février 1953 à Casablanca (Maroc), Chairman of UNIGESTION HOLDING, résidant professionnellement à 105 Piccadilly, Londres W1J 7NJ, Royaume-Uni;
- M. Christopher Sharples, né le 24 mai 1947 à Londres (Royaume-Uni), Deputy Chairman, UNIGESTION (UK) LIMITED, résidant professionnellement à 105 Piccadilly, Londres W1J 7NJ, Royaume-Uni;
- M. Gérard Pfauwadel, né le 22 juin 1950 à Montbéliard (France), Président Directeur Général of UNIGESTION ASSET MANAGEMENT (FRANCE) S.A., résidant professionnellement à 12 avenue Matignon, 75008 Paris, France;
- M. Ian Baillie, né le 21 septembre 1955 à Londres (Royaume-Uni) Managing Director, NORTHERN TRUST GLOBAL SERVICES, LUXEMBOURG BRANCH, résidant professionnellement à 16 rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;
- M. Hanspeter Bader, né le 8 mai 1964 à Buelach (Suisse), Managing Director of UNIGESTION, résidant professionnellement à 8c Avenue de Champel, 1206 Genève, Suisse.

Monsieur Andrew Marchant est élu Président du Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

L'assemblée a élu comme réviseur indépendant:

ERNST & YOUNG S.A., une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 47.771).

Troisième résolution

Le siège social de la Société a été fixé à Rose des Vents, 4^e étage, 16, rue Erasme, L-1648 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé : J. Schroeder, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} février 2007. Relation: EAc/2007/284. Reçu 1.246,13 euros.

Le Releveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 février 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007011901/239/497.

(070020641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2007.

IFM-Invest: 2 PrivateEquity, Fonds Commun de Placement.

Die INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., RC Luxembourg B 8.558, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen IFM-Invest: 2 PrivateEquity, der den Bestimmungen von Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, als dessen Depotbank beschlossen, den Fonds am 19. Januar 2007 zu gründen.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 19. Januar 2007.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2007011748/1207/16.

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2007, réf. LSO-CA08786. - Reçu 46 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070013300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2007.

Commerzbank Money Market Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds COMMERZBANK MONEY MARKET FUND, welcher von der cominvest ASSET MANAGEMENT S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

cominvest ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007011749/267/10.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2007, réf. LSO-CA05933. - Reçu 60 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070013794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2007.

Deka-TrendGarant 4/2012, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., RC Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft den Organismus für gemeinsame Anlagen Deka-TrendGarant 4/2012, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., am 24. Januar 2007 gegründet.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 24. Januar 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2007011750/1208/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2007, réf. LSO-CA09981. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

LRI Invest Asset Select, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde am 30. Januar 2007 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2007.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007011752/2501/11.

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2007, réf. LSO-CA09764. - Reçu 60 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070015586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2007.

Deka-Commodities, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., RC Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen Deka-Commodities, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Fonds am 15. Februar 2007 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde am 6. Februar 2007 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 1. Februar 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007011753/1208/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2007, réf. LSO-CB00712. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070019638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

OP Cash Euro Plus, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement OP Cash Euro Plus a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés le 6 février 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007011754/1999/10.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2007, réf. LSO-CB00609. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070019449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

Deka-WorldGarant BestStart 4/2012, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., RC Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen Deka-WorldGarant BestStart 4/2012, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, als dessen Depotbank beschlossen, den Fonds am 5. Februar 2007 zu gründen.

Das Sonderreglement wurde am 13. Februar 2007 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 5. Februar 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007011900/1208/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2007, réf. LSO-CB02196. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070022876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2007.

Orbit FCP, Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion annexé, daté du 22 janvier 2007 de ORBIT FCP, société d'investissements constituée selon la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, dont la gestion et l'administration sont exercées par sa Société de Gestion ORBIT FUND MANAGEMENT S.à r.l., ainsi que le présent avis, tous deux enregistrés à Luxembourg le 12 février 2007, réf. LSO-CB03036, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 14 février 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2007.

ORBIT FUND MANAGEMENT S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007011944/296/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2007, réf. LSO-CB03036. - Reçu 52 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070023858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2007.

EMDI Congruent Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, 26, Zone Industrielle Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 122.679.

STATUTES

In the year two thousand six, on the thirtieth of November.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, acting in replacement of her colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, who shall remain depositary of the present minutes.

There appeared:

1) CONGRUENT SOLUTIONS (P) LTD, registered under number IS 13156, with registered office in 8th floor, Lotus Towers, Anna Salai, Guindy, Chennai 60032, India, here represented by Mr. Arun Sarathy, hereinafter qualified, Chairman, and Mr. Balaraman Jayaraman, hereinafter qualified, Managing-Director,

themselves here represented by Mr. Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., hereinafter qualified, respectively Mrs. Geetha Ramachandran, hereinafter qualified,

by virtue of two proxies given in Chennai, India, on November 8, 2006.

2) Mr. Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., company director, born in Padukottai, India, on May 18, 1947, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.

3) Mrs. Geetha Ramachandran, company director, born in Lalgudi, India, on May 27 mai 1951, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

4) Mr. Varadarajan Venkataraman, private employee, born in Devlali, India, on January 9, 1974, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.

5) Ms. Sundara Kanchini Venkataraman, student, born in Coimbatore, India, on November 21, 1978, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

here represented by Mrs. Geetha Ramachandran, prenamed,

by virtue of a proxy given in London, on November 21, 2006.

6) Mr. Shyam Sunder Chaudhri M. Sc. M.B.A., banker, born in Ferozepore, India, on October 17, 1956, residing at 16, rue de l'Indépendance, L-8327 Olm,

7) Mr. Mangudi Subramaniam, private employee, born in Karur, India, on February 14, 1962, residing at 2C, Padmalaya Towers, Janaiki Ave, MRC Nagar, Chennai 600028, India,

here represented by Mr. Varadarajan Venkataraman, prenamed,

by virtue of a proxy given in Chennai, on November 8., 2006.

Such proxies, after signature ne varietur by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting through their mandatory, have decided to form amongst themselves a limited liability company (société anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation.

Art.1. There is hereby formed a limited corporation under the name of EMDI CONGRUENT SOLUTIONS S.A.

The registered office is established in Ehlerange. It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 2. The Company's object are:

- all Information Technology services including, but not restricted to, application and product software development, maintenance, reengineering and migration across various domains, with an emphasis on the global delivery model,
- IT infrastructure Integration and Maintenance support services, with both local and remote management services,
- All forms of Business Support Services (also known as Business/Knowledge Process outsourcing) for different industries including, but not restricted to, Financial Services, Entertainment and Engineering/Manufacturing.

In addition, the Corporation shall carry out all other commercial, industrial and financial activities which are ancillary or incidental or associated with the foregoing, and in addition, all commercial, industrial and financial operations, connected directly or indirectly with the object as described above or having a positive effect on the achievement or development of the Corporation.

Art. 3. The share capital is fixed at sixty thousand euro (EUR 60,000.-), divided into six hundred (600) shares having a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Art. 4. The shares shall be registered or bearer shares, at the option of the shareholders. The Company's shares may be issued, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may repurchase its own shares by means of its free reserves under the provisions set forth in Article 49-2 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by resolution of the general meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The Directors shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors have the right to provisionally fill the vacancy; in this case, such a decision must be ratified by the next general meeting.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform all such acts as shall be necessary or useful to the object of the Company.

All matters not expressly reserved to the General Meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may elect a Chairman. In the absence of the Chairman, another Director may preside over the meeting.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by a proxy given to another Director, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions signed by all Directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Unless specifically forbidden by law or otherwise provided from time to time by the Board of Directors, all notices, proxies, minutes, records and documents of whatsoever nature that may be required or used under or in connection with the company, its management and organisation and these statutes may be produced, delivered and stored in electronic form, with or without signature as appropriate.

In case of urgency, Directors may vote by letter, telegram, telex or telefax.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has the casting vote.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, managers or other officers; they need not be shareholders of the Company.

The Company is bound by the joint signatures of any two Directors or by the sole signature of the managing-director.

Art. 7. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 8. The Company's financial year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

Art. 9. The Annual General Meeting shall be held in Ehlerange at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the eleventh in the month of June at 10.00.

Art. 10. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without convening notices. The Board of Directors may decide that the shareholders wishing to attend the General Meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 11. The General Meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company. It shall determine the appropriation and distribution of the net profits.

Art. 12. Under the provisions set forth in Article 72-2 of the law of August 10, 1915 on commercial companies the Board of Directors is authorized to distribute interim dividends.

Art. 13. The amended law of August 10, 1915 on commercial companies shall apply providing these Articles of Incorporation do not state otherwise.

Transitory provisions

- 1) The first financial year shall begin today and end on December 31, 2006.
- 2) The first annual general meeting shall take place in 2007.

Subscription and payment

The above-named parties have subscribed the shares as follows:

1) CONGRUENT SOLUTIONS (P) LTD, prenamed, two hundred and sixty-four shares	264
2) Mr. Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., prenamed, sixty-nine shares	69
3) Mrs. Geetha Ramachandran, prenamed, sixty-nine shares	69
4) Mr. Varadarajan Venkataraman, prenamed, sixty-nine shares	69
5) Ms. Sundarakanchini Venkataraman, prenamed, sixty-nine shares	69
6) Mr. Shyam Sunder Chaudhri M. Sc. M.B.A., prenamed, thirty shares	30
7) Mr. Mangudi Subramaniam, prenamed, thirty shares	30
Total: six hundred shares	600

All these shares have been paid up in cash at a rate of twenty-five (25%) per cent, so that the sum of fifteen thousand euro (EUR 15,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly bears witness to it.

Statement

The notary drawing up the present deed declared that the conditions set forth in Article 26 of the law on Commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation have been estimated at about three thousand euro (EUR 3,000.-).

Constitutive meeting

Here and now, the above-named parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of Directors is set at five and that of the Auditors at one.
- 2) The following have been appointed Directors:
 - a) Mr. Arun Sarathy, industrialist, born in Chennai, India, on October 15, 1959, residing at 169, St.Mary's Road, Chennai, 600018, India,

- b) Mr. Balaraman Jayaraman, company director, born in New Delhi, India, on July 1, 1961, residing at 2971, 20th Main Road, Anna Nager West, Chennai 600040, India,
- c) Mr. Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., company director, born in Padukottai, India, on May 18, 1947, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.
- d) Mr. Shyam Sunder Chaudhri M. Sc. M.B.A., banker, born in Ferozepore, India, on October 17, 1956, residing at 16, rue de l'Indépendance, L-8327 Olm.
- e) Mrs. Geetha Ramachandran, company director, born in Lalgudi, India, on May 27 mai 1951, residing at 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.

3) The following has been appointed Auditor:

GRASER S.A. - BUREAU COMPTABLE ET FISCAL, 19, Zare Ouest, L-4384 Ehlerange.

4) The mandates of the Directors and the Auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2012.

5) The Company shall have its registered office at 26, Zone Industrielle West, L-4384 Ehlerange, G.D. of Luxembourg.

6) In conformity with Article 6 of the Articles of Incorporation and Article 60 of the law of 10 August 1915 as amended, the general meeting authorizes the Board of Directors to appoint from its members Mr. Balaraman Jayaraman, prenamed, and Mr. Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., prenamed, as managing-directors who shall validly engage the company by their sole signature.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the mandatory of the appearing parties, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le trente novembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1) CONGRUENT SOLUTIONS (P) LTD, enregistrée sous le numéro IS 13156, avec siège social au 8th floor, Lotus Towers, Anna Salai, Guindy, Chennai 60032, Inde,

ici représentée par Monsieur Arun Sarathy, ci-après qualifié, Président, et Monsieur Balaraman Jayaraman, ci-après qualifié, Administrateur-Délégué,

eux-mêmes ici représentés par Monsieur Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., ci-après qualifié, respectivement Madame Geetha Ramachandran, ci-après qualifiée,

en vertu de deux procurations données à Chennai, Inde, le 8 novembre 2006.

2) Monsieur Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., directeur de société, né à Padukottai, Inde, le 18 mai 1947, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

3) Madame Geetha Ramachandran, directeur de société, née à Lalgudi, Inde, le 27 mai 1951, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

4) Monsieur Varadarajan Venkataraman, employé privé, né à Devlali, Inde, le 9 janvier 1974, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.

5) Mademoiselle Sundarakanchini Venkataraman, étudiante, née à Coimbatore, Inde, le 21 novembre 1978, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

ici représentée par Madame Geetha Ramachandran, préqualifiée,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 21 novembre 2006.

6) Monsieur Shyam S. Chaudhri M. Sc. M.B.A., banquier, né à Ferozepore, Inde, le 17 octobre 1956, demeurant au 16, rue de l'Indépendance, L-8327 Olm.

7) Monsieur Mangudi Subramaniam, employé privé, né à Karur, Inde, le 14 février 1962, demeurant au 2C, Padmalaya Towers, Janaiki Ave, MRC Nagar, Chennai 600028, Inde,

ici représenté par Monsieur Varadarajan Venkataraman, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Chennai, le 8 novembre 2006.

Lesquelles procurations, après signature ne varient par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de EMDI CONGRUENT SOLUTIONS S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- tous les services en information technologique y compris, mais non restrictivement, l'application et le développement de produits software, la maintenance, l'ingénierie et la migration à travers divers domaines, avec en mettant l'accent sur le modèle global de délivrance,

- l'infrastructure IT les services d'aide à l'intégration et la maintenance, avec à la fois des services locaux et éloignés de gérance,

- Toutes les formes de services d'aide aux affaires (aussi désigné par Business/Knowledge Process outsourcing) pour différentes industries y compris, mais non limitativement des services financiers, indemnités et Engineering/Manufacture.

En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale, industrielle ou financière, accessoire ou associé avec les précités, ainsi que toute opération commerciale, industrielle ou financière, en relation directe ou indirecte avec l'objet décrit ci-dessus ou ayant un effet positif sur l'accomplissement ou le développement de la Société.

Art. 3. Le capital social est fixé à soixante mille euros (EUR 60.000,-), divisé en six cents (600) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) euros chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée le mandat accordé aux administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication similaire, au cours duquel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et la participation à la réunion par de tels moyens vaut la présence de la personne à cette réunion.

Les résolutions signées par tous les administrateurs produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres, télécopies ou télex.

A moins que la loi ne l'interdise spécialement ou qu'il n'en soit disposé autrement de temps en temps par le Conseil d'Administration, toutes les convocations, procurations, minutes, comptes rendus et documents de quelque nature qu'ils soient requis ou utilisés en relation avec la société, son administration et organisation et les présents statuts pourront être produits, délivrés et conservés sous la forme électronique avec ou sans signature.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, actionnaires ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la seule signature de l'administrateur-délégué.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 9. L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le onze du mois de juin à dix heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2006.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2007.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) CONGRUENT SOLUTIONS (P) LTD, préqualifiée, deux cent soixante-quatre actions	264
2) Monsieur Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., préqualifié, soixante-neuf actions	69
3) Madame Geetha Ramachandran, préqualifiée, soixante-neuf actions	69
4) Monsieur Varadarajan Venkataraman, préqualifié, soixante-neuf actions	69
5) Mademoiselle Sundarakanchini Venkataraman, préqualifiée, soixante-neuf actions	69
6) Monsieur Shyam Sunder Chaudhri M. Sc. M.B.A., préqualifié, trente actions	30
7) Monsieur Mangudi Subramaniam, préqualifié, trente actions	30
Total: six cents actions	600

Toutes les actions ont été libérées en espèces à concurrence de vingt-cinq (25%) pour cent, de sorte que le montant de quinze mille euros (EUR 15.000,-) est désormais à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de trois mille euros (EUR 3.000,-).

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à cinq et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Arun Sarathy, industriel, né à Chennai, Inde, le 15 octobre 1959, demeurant au 169, St.Mary's Road, Chennai, 600018, Inde,
 - b) Monsieur Balaraman Jayaraman, administrateur de sociétés, né à New Delhi, Inde, le 1^{er} juillet 1961, demeurant au 2971, 20th Main Road, Anna Nager West, Chennai 600040, Inde,

c) Monsieur Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., directeur de société, né à Padukottai, Inde, le 18 mai 1947, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen,

d) Monsieur Shyam S. Chaudhri M. Sc. M.B.A., banquier, né à Ferozepore, Inde, le 17 octobre 1956, demeurant au 16, rue de l'Indépendance, L-8327 Olm,

e) Madame Geetha Ramachandran, directeur de société, née à Lalgudi, Inde, le 27 mai 1951, demeurant au 1J, route d'Arlon, L-8310 Capellen.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

GRASER S.A. - BUREAU COMPTABLE ET FISCAL, 19, Zare Ouest, L-4384 Ehlerange.

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2012.

5) Le siège de la Société est fixé à 26, Zone Industrielle Ouest, L-4384 Ehlerange, G.D. de Luxembourg.

6) Conformément à l'article 6 des statuts et à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté d'élire en son sein Monsieur Balaraman Jayaraman, préqualifié, et Monsieur Milerengam Doraiswamy Venkataraman B.E., préqualifié, aux postes d'administrateurs-délégués qui engageront valablement la société par leur seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, celle-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. D. Venkataraman B. E., G. Ramachandran, S. S. Chaudhri M. Sc. M. B. A., V. Venkataraman, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 76, case 11. — Reçu 600 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007008226/230/332.

(060141448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Société Civile Immobilière Bartimes - Mullerthal.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg E 1.005.

L'an deux mille six, le vingt novembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

Se sont réunis:

les associés de la société civile immobilière SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BARTIMES - MULLERTHAL (ci-après «la Société»), ayant son siège social à L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 décembre 1979 publié au Mémorial, Recueil Spécial C du 20 mars 1980.

L'Assemblée est ouverte à 11.45 heures sous la présidence de Monsieur Charles Krombach, ingénieur, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Marina Muller, employée privée, demeurant à Athus.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claude Wiroth, employé privé, demeurant à Helmsange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Conversion du capital en euros.

2.- Modification afférente de l'article 5 des statuts suite à la nouvelle répartition des parts.

3.- Nomination de nouveaux gérants en remplacement de ceux décédés.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de convertir le capital social actuel de un million quatre cent mille francs luxembourgeois (LUF 1.400.000,-) en trente-quatre mille sept cent cinq euros (EUR 34.705,-) représenté par quatre cent vingt (420) parts d'intérêts sans désignation de valeur nominale.

Deuxième résolution

L'assemblée constate que suite aux décès de certains associés et à différentes cession de parts intervenues, la répartition des parts telle qu'elle figurait dans l'acte de constitution se trouve modifiée.

En conséquence, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à trente-quatre mille sept cent cinq euros (EUR 34.705,-) représenté par quatre cent vingt (420) parts d'intérêts sans désignation de valeur nominale.

Ces parts d'intérêts sont réparties comme suit:

1.- Madame Nina Gretsch: cent quarante parts	140
2.- Madame Diane Laskaris-Meyer: trente-cinq parts	35
3.- Madame Rita Krombach-Meyer: cinquante-deux parts	52
4.- Monsieur François Meyer: trente-cinq parts	35
5.- Monsieur Max Meyer: trente-cinq parts	35
6.- Madame Christiane Tonnar-Meyer: quatre-vingt-huit parts	88
7.- Monsieur Marc Meyer: trente-cinq parts	35
Total: quatre cent vingt parts	420

Ces parts d'intérêts ont été intégralement libérées par l'apport à la société des immeubles plus amplement désignés dans l'acte de constitution.

Troisième résolution

Les associés décident de nommer comme nouveaux gérants de la société pour une durée indéterminée:

- 1.- Madame Nina Gretsch, née le 13 mars 1944 à Luxembourg, demeurant à L-6477 Echternach, 23, rue des Remparts,
 - 2.- Madame Rita Krombach-Meyer, née le 20 novembre 1951 à Luxembourg, demeurant à L-1145 Luxembourg, 131, rue des Aubépines,
 - 3.- Madame Christiane Tonnar-Meyer, née le 13 mai 1944, demeurant à L-2522 Luxembourg, 30, rue Guillaume Schneider.
- Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Krombach, C. Wiroth, M. Muller, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2006, vol. 156S, fol. 18, case 12. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2006.

F. Baden.

Référence de publication: 2007009758/200/70.

(060139856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2006.

LAB Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Münsbach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 51.687.

Les comptes annuels (version abrégée) au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2006.

Référence de publication: 2007006668/520/11.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05678. - Reçu 20 euros.

Signature.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Transworld Export Corporation Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 54.476.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007006669/717/11.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2006, réf. LSO-BX04576. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Mipa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 1, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 62.741.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2006.

EASIT S.A.

Signature

Référence de publication: 2007006819/3579/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05674. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

LIA - Letzeburger Immobilien Agence, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 21, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 10.381.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2006.

Pour FIDCOSERV, S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007006825/728/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2006, réf. LSO-BX03513. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.
